

Dans les conditions présentes LES ÉLECTIONS MUNICIPALES sont une duperie

Les travailleurs ne peuvent avoir d'autre préoccupation que celle d'amplifier leur lutte de classe

Une campagne électorale des élections municipales s'est ouverte dans le pays tout entier depuis le début de la semaine. Pendant quinze jours les partis parlementaires vont faire assaut de démagogie pour enlever les scrutins des communes le 26 avril.

Mais la diversité des opinions et le pourcentage des abstentions du corps électoral sont tels que, à part Paris où les partis se présentent à peu près tous sous leur propre drapeau, nous allons assister dans tout le pays au même phénomène d'appareillements bizarres qui s'est manifesté lors des élections législatives du mois de juin 1951. L'exemple suivant est caractéristique : à Saint-Louis près de Mulhouse une liste commune, réunissant les candidats des partis M.R.P., R.P.F. et Socialiste, a été élaborée. Ces coalitions des partis bourgeois (S.F.I.O. incluse) ont également comme autre but aussi important, sinon plus que celui d'assurer leur victoire, l'échec du parti Staliniens.

Tout ceci, n'étant que la cuisine traditionnelle des élections dans le cadre du régime bourgeois, ne nous intéresse guère. Les intérêts réels, véritables de la classe ouvrière se trouvent ailleurs et il nous appartient, c'est le devoir de notre organisation Communiste Libertaire, de mettre en garde, d'appeler à la vigilance les travailleurs de ce pays.

Les partis bourgeois (S.F.I.O. comprise) responsables ou complices dans la politique de guerre et de misère du gouvernement, s'emploient à présenter ces élections municipales sous un aspect purement administratif.

Il est quand même surprenant qu'un candidat S.F.I.O., indépendant, Radical, R.P.F. ou autre se présente, d'un seul coup, comme un administrateur zélé des seuls intérêts d'une commune. Les bourgeois essaient là, avec l'hypocrisie qui est leur seul talent, de faire oublier leur politique gouvernementale en agissant ce vieux sentiment de la coutume communale resté, à travers l'histoire, vivace dans le cœur du peuple : cette commune, symbole de la liberté, base naturelle de la société quelle qu'elle soit.

Cette manœuvre honteuse doit être dénoncée alors que le régime décadent de la bourgeoisie se centralise de plus en plus, que le conseil municipal est devenu une assemblée mineure soumise presque totalement à la tutelle toujours plus étroite du ministère de l'Intérieur.

Les Staliniens demandent au contraire que ces élections soient politiques. Ils demandent aux travailleurs de faire de ces élections une grande

NARBONNE

La moralité des gens d'Eglise

Une affaire de mœurs dans un patronage catholique

Il n'est bruit dans notre ville que d'une affaire de mœurs qui a fini par éclater au patronage de l'église Saint-Paul, et où sont impliqués un vicarier et un moniteur libre d'éducation physique. Devant le silence de la presse régionale d'information, qui a attendu près d'un mois pour publier un communiqué assez bref, l'opinion publique commence à redouter que devant la puissance de l'Eglise et la complicité des Pouvoirs publics, cette affaire ne soit définitivement classée.

Le silence de la presse est trop flagrant, surtout quand on connaît l'empressement de nos journalistes locaux à jeter en pâture à leurs lecteurs le moindre fait divers, pour que chacun en doute que ce silence a été imposé ! Mais par qui ?

Les partis politiques de gauche sont en ce moment tellement préoccupés par les élections municipales, qu'ils semblent tout ignorer de cette affaire.

Ne serait-ce pas plutôt un résultat de la « main tendue » aux catholiques et de « l'appareillement » ?

La libre pensée seule, semble vouloir empêcher l'éclatement.

Ce serait pourtant le moment le plus opportun pour les vrais laïcs de faire éclater la vérité, afin d'éclairer les trop nombreuses mœurs de famille qui envoient leurs cœurs s'abrutir et trop souvent se corrompre dans les patronages religieux.

Le Groupe libertaire.

La victoire de la Paix et de la prospérité en votant pour les programmes communaux du Parti.

Pourquoi se moquent-ils si honteusement de la classe ouvrière, alors qu'ils savent très bien qu'aucun programme d'intérêt municipal ne pourra être appliqué ? Ils savent très bien que le budget du ministère de l'Intérieur qui était encore consacré pour 50 % sous forme de subvention aux municipalités en 1947, est réduit à présent à 8 %. Ils savent que Pinay à lui seul, en son temps, supprima 874 millions aux communes. Mais ils savent aussi, et encore mieux que les gouvernements de la bourgeoisie ne permettent même plus aux municipalités de maintenir l'existence de leurs œuvres sociales en vote de centimes additionnels pour le compte de l'Etat pour qu'il poursuive la politique de guerre.

(Suite page 2, col. 2.)

Le Congrès de l'ECOLE MODERNE s'est tenu à Rouen

800 délégués ont participé à ses travaux

CETTE année, le Congrès des Instituteurs travaillant selon les techniques Freinet de l'Ecole Moderne s'est tenu à Rouen du 31 mars au 3 avril.

Il n'est pas ici nécessaire d'expliquer ce qu'est ce puissant mouvement pédagogique qui, né d'une humble école de village, a rapidement gagné toute la France et a débordé le cadre des pays de langue française, tant est vraie l'expression de Freinet : « Pour nous, depuis longtemps nous avons supprimé toutes frontières ». Le Libertaire a déjà relaté maintes fois l'essor et les luttes de ce mouvement.

Constatons simplement qu'à Rouen les quelque 800 délégués étaient venus de tous les coins de France, d'Afrique du Nord, d'Italie, de Belgique, de Hollande, d'Allemagne, de Scandinavie et même... de Cuba et n'avaient pas craint de sacrifier au moins une semaine de vacances pour travailler au perfectionnement de l'œuvre commune qu'est leur pédagogie d'avant-garde. Car, en effet, c'est bien de travailler qu'il s'agit : après de très nombreuses expériences entreprises à même les milliers d'écoles populaires d'Europe, voire même du monde, en cours d'année scolaire, ces pédagogues se retrouvent pour confronter leurs expériences, en tirer des conclusions pratiques et théoriques et aussi mettre au point des instruments de travail leur permettant d'appliquer des techniques nouvelles libératrices pour les élèves aussi bien que pour l'instituteur. Et les nombreuses commissions de notre I.C.E.M. (1) ont continué l'élaboration d'une pédagogie prélibertaire commencée depuis déjà 25 ans et qui a maintenant pris une ampleur considérable.

Le congrès a aussi permis, selon une tradition déjà solidement installée, d'organiser une grande exposition d'œuvres d'enfants : dessins, peintures, journaux scolaires, poteries, tapis et autres chefs-d'œuvre de la « Maison de l'Enfant », dans deux grandes salles de l'Hôtel de Ville de Rouen.

Cette splendide manifestation artistique — unique au monde — permet de faire deux constatations importantes :

— L'enfant, libéré de la tutelle oppressive et ancestrale de l'adulte, s'épanouit et s'extériorise dans l'art, avec une sensibilité et une sincérité extraordinaires ;

— Il n'y a pas d'hiatus entre l'art enfantin et l'art adulte, mais une merveilleuse continuité entre les différentes phases de la vie d'un être humain qui va perfectionnant sans cesse sa technique et ses moyens d'expression depuis

En marge des élections municipales La crise économique qui s'accroît provoque une inflation galopante

BILAN DÉSASTREUX DES GOUVERNEMENTS

LES élections municipales, quoi qu'en disent certains politiciens avoués ou inavoués, ont un sens politique. La preuve la plus élémentaire que l'on puisse leur apporter réside dans le fait que parmi les quelques milliers de conseillers municipaux qui seront élus, certains seront désignés « grands électeurs » pour le prochain renouvellement d'une partie du Sénat.

De plus, ces élections sont un test politique, et nul ne pourra démentir que le gouvernement Mayer attende avec une certaine impatience le résultat de celles-ci pour agir en conséquence ou se retirer...

Avant de partir pour Washington demander quelques millions de dollars, R. Mayer avait obtenu, par un vote à l'esbroufe, que la Banque de France consente une avance de

80 milliards au Trésor. C'était, en terme courant, l'inflation, la planche à billets en plein rendement. Puisqu'il est revenu bredouille, et honteux, il fait sonner l'alarme par son ministre des Finances, Bourges-Maunoury, qui, dans une interview, déclare que la Banque de France devra renouveler ce prêt d'argent sensiblement égal au premier et qu'elle sera impossible de rembourser à la date prévue (31 mai) ce dernier.

Les caisses sont vides. On ne peut même plus râcler les fonds de tiroir. Sur le transatlantique qui le ramenait des U.S.A., Mayer échafaude un plan de relèvement, tellement minable et inconsistant qu'il est à croire que l'administrateur de la Banque Rothschild a perdu le sens de la pudeur et des affaires générales ; mais pas celui de ses affaires particulières.

Ce plan ridicule envisage 30 à 40 milliards d'économies, mais pas d'indication de provenance, puis des économies à long terme (maintien du blocage des crédits, contrôle des entreprises nationalisées, surveillance des marchés d'Etat), avec l'espoir très convaincant de René Mayer, qu'il ne sera plus chef de gouvernement et qu'un autre se débrouillera.

Ensuite, une grande trouvaille, hausse des tarifs des Services publics et des produits monopolisés, ce qui, immanquablement, suscitera une élévation des frais généraux des entreprises avec répercussion sur les prix. Son successeur pourra toujours parler de baisse par la suite, puisque l'Etat donne toujours l'exemple de la hausse.

Tel est, en résumé, le programme d'austérité et de fermeté de R. Mayer. Ce n'est pas de nouveau, inutile de chercher celui qui fera les frais des dilapidateurs du Trésor public. Ce sera l'éternel cochon de payant, le consommateur, celui qui n'a que la ressource de son travail. Que voulez-

vous, il est bien mal placé dans la hiérarchie sociale, il se trouve au bas de l'échelle.

Tant va la cruche à l'eau qu'elle finit par se casser, dit-on, eh bien ! cela pourrait se produire si, las d'être accablé, pressuré, saigné, le contribuable-consommateur jetait tous les mannequins de la politique par-dessus bord.

Les communistes libertaires sont là pour l'y aider, pour le renseigner sur l'œuvre de tous « les sauveurs de la France ».

Examinons succinctement le bilan des gouvernements, seulement depuis la Libération — le gouvernement Mayer est le 18^e — nous l'établirons suivant nos renseignements, année par année :

ANNÉES	Circulation des billets (en milliards)	Avances provisoires de la Banque de France (en milliards)	Prix de détail (base 100 en 1939)	Le franc (1) Teneur en milligrammes d'or
1944	633	100	307	290,3225 (1914)
1945	580	100	491	44,10 (1928)
1946	719	100	865	38,70 (1936)
1947	879	200	1.354	24,75 (1937)
1948	910	200	1.920	21 (1940)
1949	1.211	175	1.928	7,46 (1945)
1950	1.345	175	2.075	2,52 (1950)
1951	1.592	175	2.439	1,82 (1952)
1952	2.000	400	2.440	
1953	2.137	305	2.450	

(1) Les dates mises entre parenthèses indiquent les dévaluations successives après 1914 ou appelées plus communément : 1928, franc Poincaré ; 1936, franc Aurial ; 1937, franc Bonnet ; 1938, franc Reynaud ; 1940, franc Reynaud ; 1945, franc Plevin ; 1950, franc Plevin ; 1952, la tenue or du franc est établie sur la base du dollar à 486 fr. selon M. Jacques Lacour-Gayet.

La situation n'est nullement brillante, comme vous le constatez. Impossible de faire un choix parmi les politiciens. Tous sont à incriminer comme fauteurs du désastre. Tout l'horizon politique ayant participé aux gouvernements successifs.

Pendant ces élections, les préaux d'école font retentir encore de grands mots sonores, mais vides. Tous les « pantins » politiques vont se mettre en exergue simultanément pour le grand sauvetage. Les électeurs pourraient, à bon escient, rappeler, à tous, sans distinction, qu'ils sont avant tout les artisans du grand naufrage. Toutes les solutions qu'ils pourront faire mi-

roiter aux yeux des électeurs naifs ne seraient que la régénération du système capitaliste.

Une note salée est à payer. Quel que soit, demain, le parti politique au pouvoir, les travailleurs devront payer l'addition.

La véritable solution est révolutionnaire, c'est-à-dire la destruction imminente de tout le système économique actuel qui engendre la misère générale de toute la classe ouvrière. Seul, le communiste libertaire qui remet la gestion directe des communes aux consommateurs et aux producteurs ouvriers, l'ère de prospérité.

R. JOULIN.

HITLER mort

les travailleurs laisseront-ils le capitalisme allemand faire son Europe ?

APRÈS l'échec que Mayer a rencontré à Washington (voir le Libertaire n° 355 du 2 avril 1953) le voyage d'Adenauer a revêtu une très grande importance, tant pour les enseignements qu'il nous fournit sur les projets des dirigeants U.S. et allemands que par les apports concrets qu'il a donnés à l'orientation de la politique européenne.

Si on se borne à porter un jugement sur les avantages matériels recueillis par Adenauer à Washington, on ne serait pas loin de penser que la visite a été un échec pour l'Allemagne de l'Ouest.

En effet, aucune décision de grande envergure n'a été prise, en particulier, le point très important de la contribution financière de l'Allemagne à l'effort commun de défense. On sait que le gouvernement Adenauer considère toujours que les 2 milliards huit cent millions de dollars prévus à Lisbonne représentent une trop importante contribution à l'égard de leurs moyens. En revanche, les Américains, tenant compte de l'amélioration constante de la situation économique allemande, estimerait que Bonn pourrait même faire un effort supplémentaire.

Mais ce point a été passé sous silence dans le communiqué. Ce silence prouve encore davantage la volonté des deux diplomates de ne pas exposer le moindre désaccord au public international.

Mais si on se base sur le plan psychologique, on s'aperçoit aussitôt que la visite d'Adenauer aura une très grande importance sur les relations futures au sein de l'Europe.

La réception d'Adenauer « à bras ouverts » n'a pas manqué de jeter les bourgeois français et anglais dans le dépit, comme l'indiquent clairement les réactions de la presse française et anglaise.

La suite de l'entrevue ne pouvait se dérouler sous un autre ton.

Bien sûr, aucune décision ferme n'a été prise, mais le silence américain n'était-il pas une approbation bienveillante ?

Le communiqué stipule que l'Allemagne entend collaborer avec les autres nations européennes, mais sur un pied d'égalité. Les Américains ne sont pas sans savoir que cela signifie qu'elle aura de ce fait une supériorité écrasante sur les autres européens ; du fait de sa colossale puissance indus-

trielle, de ses ressources en hommes et de la solidité de son économie.

Et les dirigeants américains ont bien voulu montrer qu'ils considéraient dès maintenant l'Allemagne sur le même pied d'égalité que les autres pays européens. En traitant Adenauer comme un « excellent » ami, en consentant des commandes « off shore » à l'Allemagne occidentale et en révisant les statuts des criminels de guerre. Cela revient à dire que les Américains reconnaissent la supériorité de l'Allemagne en Europe.

Pourquoi donc aucun accord formel n'a-t-il été conclu entre les diplomates américains et allemands ?

Il semble que les conférences ont été dominées par l'offensive de paix soviétique. Des accords immédiats et définitifs sur des questions comme le C.E.D. et l'unité européenne auraient risqué de faire perdre des points aux U.S.A. sur le plan de la guerre froide ; or, Eisenhower semble bien décidé à mener cette guerre avec le maximum d'avantages pour le système américain.

Adenauer se trouve lui-même assez pris au dépourvu par d'éventuelles propositions soviétiques sur la réunification de l'Allemagne et il ne néglige certainement pas un certain laps de temps pour analyser avec ses acolytes

les nouvelles conjonctures créées par « l'initiative Malenkov ».

Mais il ne faut surtout pas voir dans ces faits un achèvement momentané vers la production de paix.

Bien plus que les questions extérieures de politique agissent les forces internes des économies capitalistes. Or, ces forces, réagissant d'elles-mêmes contre les crises économiques, ont depuis longtemps poussé à l'économie de guerre généralisée. On ne saurait aujourd'hui nier les réarmements sans nier du même coup tous les systèmes économiques mondiaux, sans instaurer immédiatement la révolution sociale.

Tous les dirigeants mondiaux feront donc le maximum pour pousser à la roue de la production de guerre, donc à la guerre. Sur le plan occidental, cela se traduira tôt ou tard par la réalisation de l'armée européenne.

Une nouvelle fois, c'est au prolétariat mondial de réagir, d'intensifier la lutte de classe qui, en s'identifiant à chaque instant avec l'Action Révolutionnaire, s'intègre dans la position générale du 3^e front révolutionnaire.

En tout point où la lutte de classe prend de l'ampleur, là se trouve l'action révolutionnaire qui freine la marche vers l'extermination et la lutte fratricide entre prolétaires, là se trouve la lutte pour la Paix.

P. PHILIPPE.

LES TRAVAILLEURS TUNISIENS refusent de participer aux élections

L'Union des Syndicats tunisiens (U.S.T.T.) annonce que les masses laborieuses ne participeront pas aux élections municipales et caudales.

Bravo ! Voilà une éclatante démonstration de maturité et de courage que nous donnent les camarades tunisiens.

Au moment où un silence de mort succède aux explosions et gémissements des « ratissages » ; au moment où seuls circulent encore en liberté les assassins de Ferhat Mehmed ; au moment où seule ne retentit que la voix du « gentilhomme » comte de Hautecloque, les travailleurs refusent de se soumettre à la farce colonialiste des élections.

Ils comprennent l'inutilité d'un suffrage fait sous la botte d'un occupant qui n'acceptera pas plus aujourd'hui qu'hier que soient en place d'autres créatures que celles à ses ordres.

Ils ont compris l'absurdité qu'il y a de composer avec ceux qui ont toujours fait preuve de la mauvaise foi la plus cynique, de l'hypocrisie la plus révoltante.

Les travailleurs tunisiens font preuve en l'occurrence d'une grande lucidité en ne reconnaissant aucune valeur émancipatrice et libératrice au bulletin de vote dans le régime actuel.

Devant la fourberie systématique d'un occupant, particulièrement et stupidement prétentieux qui, après tant d'autres mensonges, refuse l'indépendance à un peuple à qui il a solennellement promise, les masses laborieuses ont décidé, pour se libérer, de choisir l'action directe plutôt que la comédie du vote colonialiste.

A. BLAIN.

LE LIBERTAIRE
ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
Cinquante-sixième année. — N° 356
JEUDI 16 AVRIL 1953
LE NUMERO : 20 francs

**ne peut vivre
que par l'aide
constante de
ses Lecteurs**

SOUSCRIVEZ ! ABONNEZ-VOUS !
C.C.P. René LUSTRE — PARIS 8032-34

Le malaise de la C.G.T. provoque le renforcement de la direction stalinienne

LA RÉSOLUTION DU DERNIER C.C.N.

La dernière résolution du C.C.N. communiquée par le secrétariat de la C.G.T. porte un long titre : « Résolution du C.C.N. extraordinaire sur la lutte et l'unité de la classe ouvrière contre le complot, pour la défense des libertés et des revendications et pour la préparation du 1^{er} mai et du 29^e congrès confédéral ».

Des points traités dans cette résolution il ressort que la C.G.T., avec ou sans Frachon continue. D'ailleurs il est permis de se demander si la convocation du C.C.N. extraordinaire du 4 avril n'avait pas pour objectif unique de rassurer les militants quant à la continuité de la direction confédérale.

A peu de choses près les tâches urgentes désignées par Frachon dans un message au C.C.N. figurent dans la résolution de celui-ci à savoir :

- Effort plus grand de rassemblement pour la défense des libertés ;
- Lutter pour l'augmentation des salaires, traitements, pensions et retraites ;
- Lutter contre le chômage, la fermeture des entreprises, les licenciements ; combattre la militarisation de l'économie et exiger des productions de paix, des constructions de logements, d'écoles, d'hôpitaux, etc. ;
- Rassembler les travailleurs et de larges couches de la population ;
- Défendre les chômeurs et leurs revendications ;
- Soutenir les peuples coloniaux dans leur lutte pour leurs conditions d'existence et leur liberté ;
- Renforcer la lutte pour la paix ;
- Préparer le Congrès et recruter, recruter sans cesse.

La résolution du C.C.N. ne fait point d'innovations en conviant l'ensemble des travailleurs non-cégétistes à la discussion et à l'action, elle ne fait qu'adapter à la C.G.T., organisation de masses du parti, les principes du Front national uni mis en avant par le P.C.F. il y a de cela quelque temps.

En dehors des tâches mises en avant par Frachon et qui pourraient aussi bien être mises en avant par Bothereau de F.O. ou Tessier de la C.F.T.C., la résolution souligne ce que les travailleurs dans leurs entreprises ont pu élaborer dans le sens d'une politique ouvrière bien comprise :

« Les militants de la C.G.T. doivent plus que jamais examiner et formuler, avec les travailleurs, les revendications concrètes s'adaptant à chaque entreprise, corporation, région ;

« Coordonner l'action des chômeurs et des salariés encore occupés, notamment en développant l'action pour les quarante heures payées quarante-huit heures ;

« Faire l'unité d'action à la base. »

C'est toujours la politique de la main tendue qui est à l'ordre du jour avec cette légère différence qu'aujourd'hui elle est plus tendue que jamais pour des raisons évidentes et qui ont nom, la répression gouvernementale, d'une part, et, d'autre part, la consigne du recrutement lancée par Frachon.

La chute des effectifs a fait réfléchir les dirigeants de la C.G.T. et leur sourire devient de plus en plus commercial dans la mesure où leur affaire marche moins bien. Encore quelques hémorragies d'effectifs et ils se mettront bientôt à nous faire l'éloge de Pelloutier.

Plus que jamais il convient de ne point être fabriqués par les bureaucraties de la C.G.T. Comme il convient d'être vigilants et de se méfier des dirigeants de F.O. ou de la C.F.T.C., il convient d'être vigilants et de se méfier des Monmousseau, Léon Mauvais, Lebrun et autre Olga Tournade. Si dans certains cas, très limités, il est possible d'être à côté d'eux il ne saurait jamais être question de pousser la naïveté jusqu'à être avec eux même si de stalinistes ils se font malenkoviens — ce qui pour nous, est la même chose jusqu'à preuve du contraire.

LIB.

LE CHOMAGE DANS LE MONDE

VIII. — Conclusions

DANS les numéros précédents (voir « Le Libérateur » n° 346, 347, 349, 350, 351, 352, 354), nous avons étudié le phénomène économique et social qu'est le chômage dans différents systèmes politiques. Il nous reste à conclure par quelques observations sur une question que nos lecteurs nous ont déjà posée : « Dans une société communiste libérale le phénomène du chômage est-il possible ? »

Pour répondre à cette question il faudrait reprendre tout le travail théorique de nos analyses économiques et sociales. En le reprenant dans son entier, il serait facile de dégager nettement les principes, les lignes maîtresses proposées par les communistes libéraux, les mesures envisagées et les techniques de leur mise en œuvre, enfin les plans les plus objectifs et les plus pratiques de la transformation économique que nous nous proposons d'opérer et qui exclut la notion même du chômage.

Nous n'avons pas la prétention de donner une solution « officielle » à tous les problèmes qui se présenteront dans la vie de la société future. Une révolution se fait toujours dans le sens de la vie, elle ne s'accommode jamais de cadres préétablis. Il y a donc un grand danger pour le théoricien à présenter comme une anticipation des réalisations futures : un révolutionnaire doit adapter sans cesse à la réalité mouvante le schéma très large qu'il a conçu.

La question du salariat est en quelque sorte la base sociologique du problème. Le salarié vend à son employeur non pas les produits de son travail, mais il vend sa force de travail et il la vend au jour le jour. Cette vente de la force de travail implique pratiquement une aliénation de la personnalité et de sa liberté. Le salarié travaille sur des instruments de production et avec des matières premières qui sont la propriété du capitaliste ou d'état-capitaliste. Il n'a aucun droit sur la marche de l'entreprise et encore moins sur la marche de l'économie d'un pays. Transformer le budget de réarmement en budget des besoins sociaux est impossible sans l'abolition du salariat. Le jour seulement où cette abolition sera opérée on fera faillir la sécurité non d'artifices des économies dirigées autoritaires, mais

de la solidarité institutionnelle, de la santé même des structures économiques et sociales. Le besoin commande l'activité et l'on travaille pour obtenir le bien qui satisfait ce besoin. Avant de produire et afin de ne pas perdre du travail à la constitution de stocks (artificialité du volonte de sécurité étant cependant constitué), on s'interroge sur la convenance du produit aux besoins connus minutieusement additionnés ou rationnellement estimés. La production toujours ajustée à l'exigence humaine, il ne saurait y avoir de surproduction. En économie libérale on règle la production sur la consommation elle-même et non sur les capacités d'achat du consommateur. Cela conduit à l'économie harmonisée qui exclut le chômage. L'équilibre général de la main-

d'œuvre, la sécurité économique personnelle et communautaire, la solution du décalage permanent agriculture-industrie sont assurés par l'alternance des activités. Trouver la sécurité et l'équilibre c'est respecter la hiérarchie des besoins. C'est aussi transformer le travail, lui donner des mobiles supérieurs pour qu'il cesse d'être une unité arithmétique du prix de revient.

Voilà quelques éléments afin d'aider le lecteur à accomplir par son propre effort de réflexion la conclusion libérale qui découle logiquement comme la seule solution du phénomène meurtrier qu'est le chômage.

Paul ROLLAND.

FIN

La médaille des sauveteurs d'explosifs

POURQUOI ne pas le dire devant cette histoire de cheminot décoré par l'ambassadeur U. S. Dillon pour avoir empêché l'explosion d'un train de munitions, notre première réaction fut toute de légitime indignation. Pourquoi se préparer à un éreintement soigné de son « acte héroïque » dans nos colonnes.

Pourtant, à la réflexion, l'affaire est plus délicate : en voici d'ailleurs le résumé : Le 26 novembre dernier, en gare de Châlons-sur-Marne, retentirent soudain des explosions (des causes en sont encore inconnues) dans un des douze wagons de munitions d'un train comportant 48 autres voitures. Ouvrons une parenthèse en précisant que si ces 12 wagons appartenaient à l'armée américaine, les journalistes ont, par contre, « oublié » de mentionner le contenu et la destination des autres, nous permettant ainsi d'ignorer ce qu'une explosion totale du convoi aurait détruit, voitures, voyageurs ou matériel de guerre ? Mais continuons. Au bruit de la première détonation, le cheminot en question, Georges Girard, s'élança et réussit à isoler le wagon dangereux, épargnant de ce fait au convoi une destruction certaine et complète. Épilogue à l'ambassade des États-Unis où M. Douglas Dillon (président du Conseil d'administration de la banque Dillon Read, président de deux importantes affaires du New-Jersey, membre du C.A. de l'American Petroleum Corporation) remet à Georges Girard (cheminot français et héroïque) la médaille de la Liberté ou « Medal of Freedom » en langue occidentale. Le tout, bien entendu, au cours d'une cérémonie simple et discrète, immédiatement photographiée, décrite et imprimée par les journalistes présents, en toute discrétion, comme précisé plus haut.

Et maintenant, que reprochons-nous à Girard, récent décoré ? Sans lui faire grief de ne pas avoir agi en anarchiste, ce qui serait ridicule de notre part, nous pensons néanmoins être en droit de lui dire, nous et tous les travailleurs, du reste, qu'il a été inconsidérément (beaucoup d'actes d'héroïsme, sont d'ailleurs incontestés) en sauvant un lot important de munitions destiné à être utilisé, de toute manière, contre le prolétariat. En un mot, Georges Girard, ce que nous le reprochons, c'est d'avoir trahi la conscience de classe en rendant service à l'impérialisme yankee, ennemi juré des travailleurs. Le même reproche serait également valable s'il s'était agi d'un convoi russe, pendant un quelconque régime de « république populaire française ».

Où, nous le savons, tu n'as pas

réfléchi, « il fallait faire quelque chose », as-tu déclaré, laissant parler tes réflexes, voire une certaine conscience professionnelle. Et pourtant, puisque tu as été « résistant », n'as-tu pas été amené à détruire des wagons de munitions, pendant l'occupation nazie, wagons servant, eux aussi, à l'ennemi de classe fasciste. A ce moment-là, ton « réflexe » de protection n'agissait pas. Que n'en as-tu fait de même pour les douze wagons au contenu mortel ?

Mais (et c'est là l'argument de poids) et les destructions ? Et ces vies humaines perdues par l'éventuelle explosion, qu'en faites-vous ? nous répondras-tu. Dans une certaine mesure, tu sembles avoir raison ; mais nous supposons que tes camarades de travail s'étaient déjà rapidement éloignés, eux, aux premières détonations, et les gares de triage sont, en général, relativement isolées. Si tu as pensé à quelques victimes qu'aurait pu causer l'explosion, tu as oublié que ton train de munitions fera, à coup sûr, des dizaines de milliers de victimes, et que maintenant tu y es pour quelque chose.

Alors, cher récipiendaire, si d'aventure le fait se reproduisait, mets-toi à l'abri, c'est tout ce que nous te demandons. Loin de nous l'idée de t'incriminer au sabotage (ayant trop le respect de la république et de ses prisons toujours si généreusement ouvertes). Et puis, un dernier mot, la médaille, ta belle médaille de chose Freedom, ça pouvait toujours se refuser, parce que tes camarades de travail, rien ne prouve qu'ils soient aussi fiers de toi que peut l'être M. Dillon, enchanté, lui, de prouver par ton acte d'héroïsme « l'aide spontanée » du prolétariat occidental à sa sinistre cause.

CHRISTIAN.

LE 24 AVRIL

GALA de

"Solidaridad

Obrera"

Nous publierons la semaine prochaine le programme détaillé de ce gala.

Témoignage en Israël

IV. — ISRAËL

DE camp en camp... Un camp à Beit-Lit où l'on nous a donné des armes et uniforme. On nous a emmenés à Tel-Litvinsky, dans les camions de Tel-Aviv où nous sommes restés vingt-cinq jours à ne rien faire. Enfin, nous touchons un viatique : 3 livres. Promenade dans Tel-Aviv. Rue bourgeoise, maisons cosues, ici, j'ai l'impression qu'une collectivité est en formation, sinon déjà formée. Et déjà crouillonnante. Des gens « biens », des gens arrivés qui nous regardent de travers. Un luxe discret mais de bon aloi. Du solide. Comme à Haïffa, dans les magasins, dans les administrations, on emploie uniquement ce jargon qu'est le yiddish ; mais la langue officielle reste l'hébreu. Je ne connais ni l'un ni l'autre. Mes copains non plus. Nous sommes des étrangers. Ou trouver une communauté de langue française ? Ou trouver un groupe d'affinité culturelle ? Ou trouver un milieu où je puisse dire ce que je pense, où il y ait des hommes ayant mes tendances, mes idées ? Où ?

Sous le masque du puritanisme se cache la corruption. La prostitution est florissante. Les femmes vont et viennent, elles vous adressent un sourire discret. Vous n'avez qu'à les suivre. Et elles ne manquent pas. On se croirait boulevard de la Chapelle. Pourtant le gouvernement veille au respect des bonnes mœurs, il interdit aux hôteliers de louer leurs chambres à des couples non mariés légitimement. Il faut donc ou présenter le livret de mariage, ou payer cinq ou six fois le prix taxi... pour une heure ou deux. Ceux qui n'ont pas le moyen de s'offrir un tel luxe, et ils sont nombreux, ils sont l'immense majorité, se contentent de squares la nuit venue. Ce qui a fait dire au maire qu'il suffirait de placer un couvercle sur Tel-Aviv pour en faire un énorme lupanar.

Je ne m'étais jamais fait beaucoup d'illusions sur Israël, mais tout de même je n'aurais pas cru retrouver toutes les contradictions économiques et sociales, tous les mercantilismes, tout le tripotage politique (on compte environ trente partis !), les oppositions de classes, la misère et la richesse, les économiquement faibles et le prolétariat, la police arrogante, le marché noir et le trafic d'influence, je n'aurais tout de même pas cru que tout cela avait été si soigneusement importé sur ce morceau de terre calcinée, dernier et suprême refuge d'une multitude de déracinés.

Tel-Aviv, ville bien pensante, ville vers laquelle un jour une cohorte de chômeurs, venue de Ramle, s'est mise en marche et a été reçue à coup de matraque, Tel-Aviv nous ennuie. Nous préférons encore Haïffa, son port, son peuple loqueteux, ses ruelles, ses misères, son prolétariat arabe affamé. En route. Un « stop » nous y mènera. Nous avons une permission de 24 heures. Au bureau de garnison on nous donne un billet de logement dans une énorme bâtisse. Dortoir, lits de camp, réfectoire, chaleur rendue étouffante par manque d'aération. Fuyons. La soirée est à nous.

Le Gâtant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-20
F. BACHON, imprimeur.

Et nous avons chacun trois livres. De quoi boire un coup, s'offrir quelques fruits. Et une femme... Pas : celles de quartiers chics bien sûr. Celles qui se tassent derrière le port, dans les vieilles maisons arabes. Celles des bordels à

recueilli par Eric ALBERT

motelots, des pauvresses venues de Pologne ou d'ailleurs qui, là, assises côte à côte, attendent d'être choisies. Un homme enfoncé dans un fauteuil, face bouffie, fine moustache frisée (le patron ? le maquereau ? Un fonctionnaire peut-être ?) a encaissé 80 piastres par tête de pipe. Puis, en guise de serviette,

à chacun une demi-feuille de journal «Jauni» qu'il a soigneusement découpée avec un large coupe-papier. Il ne s'était même pas levé. Il fumait un épouvantable cigare, l'œil asséché. Les femmes attendaient. Elles ne souriaient pas.

Celle que j'ai suivie dans l'escalier en colimaçon était une Européenne, une juive typique. Je gardai longtemps son souvenir, car sur son poignet gauche était resté tatoué un numéro : la marque concentrationnaire ! (A suivre.)

Voir Le Libérateur n° 353, 354 et 355.

Renault : A l'atelier 58, délégués F.O et C.G.T. sabotent la grève illimitée décidée par les ouvriers

APRÈS plusieurs mois de léthargie, les Usines Renault connaissent ces temps-ci une certaine effervescence. Mise à part les efforts déployés à grands moyens par la C.G.T. pour impulser un mouvement généralisé qui n'a pas donné, il faut le reconnaître, les résultats escomptés. Surtout, si ce n'est à juste titre une réprobation morale par-ci, par-là, contre la répression gouvernementale en cours. Mais les signatures peuvent-elles suffire à s'élever contre les méthodes policières ? Mais que peu-

vent-ils donc de plus pour stimuler une classe ouvrière désabusée, trop habituée à suivre depuis longtemps des solutions de compromis où l'on a exclu depuis les nécessités de l'action directe. Les leaders cégétistes peuvent aujourd'hui regretter le manque de combativité de leurs adhérents. Pour un bastion, comme a toujours été considéré Renault, cet exemple a une signification importante.

Il y a par contre au sein des mouvements divers, des protestations à l'état latent, des rumeurs circulent où se dé-

gage un mécontentement qui va grandissant.

Les causes de tout cela proviennent d'une part de la politique actuelle qui influe instinctivement sur la conscience ouvrière et plus particulièrement les exactions commises à l'encontre d'individuels cadés dans l'usine et l'accélération des cadences de production. Il faut regretter le manque d'opportunité des ouvriers de certains départements à ne pas s'élever suffisamment contre les exigences de la direction demandant une production égale et même parfois supérieure à celle produite en période de 48 heures. Cela constitue une escroquerie monumentale de la part du patronat qui nous démontre qu'il entend profiter outrageusement de la situation présente et retrouver ainsi une suprématie qu'il avait perdue. Il faut arrêter là ces prétentions. Avec une production de 40 heures atteindre le même rendement de 48 h. réalisant ainsi de superprofits, n'est-ce pas là une preuve qu'il a réussi à grignoter toutes les acquisitions morales et matérielles que nous avions réussi à force de lutte, à lui arracher ?

Nous assistons également depuis l'imposition des 40 heures à toute une série de licenciements individuels commis en sourdine, lâchement, en déclassant tel professionnel en O. S. ou un chef d'équipe en P 1 et l'obliger ainsi à demander lui-même sa démission et même quelquefois sous des raisons fallacieuses « d'incompétences professionnelles » pour certains après 15 ans de maison ! n'est-ce pas risible si ce n'était dramatique et du plus grotesque.

Non, il s'avère là que la direction, image d'un patronat revanchard, procède à un nettoyage systématique des éléments gênants, même pour des raisons d'arrangements à toute politique par sentiment de revanche ou d'ostacisme envers un ouvrier et il est aisé de trouver des prétextes ! au mépris du plus élémentaire respect des droits syndicaux.

Cette semaine est lieu au département

58 (moteur Frégate) un meeting revendicatif. Les représentants syndicaux y ont orienté la parole. Les ouvriers, à une forte proportion, déclarent un débrayage. Pour pas de succès nous attendions l'arrivée de l'équipe de 14 h. 30 et étendons le mouvement à tout le département. C'est alors que le délégué F.O. revient la parole déclarant qu'après cette réunion nous nous rendrons à la direction pour poser nos revendications et si satisfaisant ou non nous devions reprendre le travail le lendemain.

N'est-il pas surprenant d'entendre de telles déclarations d'un délégué syndical ? Mais cette position soulève les protestations de la majorité des travailleurs qui entendaient donner au mouvement un caractère plus direct jusqu'à satisfaction.

Mais la direction se refuse à discuter avec les délégués tant que le travail n'aura pas repris.

Après le retour de la direction le délégué F.O. répète ce qu'il avait entendu et se faisant plus explicite expose son point de vue. « Dissocier ce mouvement de grève avec celui lancé par la C.G.T. pour le lendemain sous prétexte qu'il était politique ». Nouvelles protestations de la majorité repoussant une attitude aussi jésuitique.

Après un vote à bulletin secret, affirmation unanime pour la grève illimitée, « de nos camarades l'a constaté étant au comité de grève.

Mais le lendemain matin quelle ne fut pas notre stupeur de voir toute l'équipe de 6 h. 30 au travail entourée de très près par toute la maîtrise depuis le chef de département jusqu'à l'ingénieur (les loups autour de la garderie). Donc, tout se terminait sur un échec. Mais la faute majeure en incombe aux délégués syndicaux qui n'étaient pas présents à la reprise du travail afin de réaffirmer publiquement la nécessité de continuer la lutte entreprise et qui fut votée à l'unanimité. Mais cette absence n'explique-t-elle les raisons profondes d'un délégué F.O. à ne pas prendre ses responsabilités et quant à la C.G.T. cette défaillance est encore moins explicable.

Si nous devons tirer une conclusion, c'est que cette journée a permis de juger une fois de plus la « sincérité » des délégués syndicaux. Elle doit être éditée pour l'avenir et que les travailleurs sachent à quel point s'attendre. Mais elle a démontré le ferme désir de vouloir faire quelque chose, car ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions faire reculer les prétentions de la direction.

Jean THUILLIER (correspondant).

Chez les Autres

Mordre, alors !

FRANC-TIREUR du 3-4-53 nous en apprend un bien bon, au sujet des travaux d'aménagement d'une caisse d'allocation-vieillesse de la Sécurité Sociale :

« Les entrepreneurs ont dû modifier leurs plans à la suite d'une revendication présentée par la section syndicale C.G.T. des employés de la caisse... La C.G.T. revendiquait, en effet, des waters à siège pour les cadres et à la turque pour les simples employés. »

— Assis ou accroupis, il y a beau temps que la C.G.T. nous fait...

De toutes façons et quoi qu'elle fasse, notre siège est fait.

— Tout de même, hiérarchiser jusqu'à ça !... Quoiqu'on en dise, ça ne leur portera pas bonheur, non.

Asinus, asinum...

RADIO-MOSCOU accusait le 2-4-53, paraît-il, le Vatican de « prêcher » la guerre bactériologique. »

Comme si Radio-Moscou, lui aussi, ne nous empoisonnait pas depuis longtemps. « Asinus, asinum fient » (1). Traduction libre : L'Eglise rouge trique l'Eglise Sainte. »

Les journaux du 3-4-53 nous donnent une nouvelle étonnante :

« Le commissaire Gauthé a été condamné à trois mois de prison pour avoir gravement blessé un accusé qu'il interrogait. »

Comme quoi si l'âne frotte parfois l'âne, il arrive aussi qu'une bourrique prenne une frottée par un chat fourré. Ceci pour amener la nouvelle suivante où ces mêmes journaux nous informent du départ de :

« le croisé de l'amabilité 1953... avec le concours de la police. »

Mais ne nous disent pas s'il s'agit d'une gageure ou d'un poisson d'avril.

R. CAYAN.

(1) Si l'on nous traite encore de primaire après ça !

300.000 chômeurs dont 75.000 seulement secourus

C'est ce que M. BACON, ministre du travail appelle : un plafonnement du marché du travail

SELON des statistiques officielles en date du 1^{er} avril dernier la situation du marché du travail s'établissait comme suit :

75.500 chômeurs secourus ; 207.000 demandes d'emploi insatisfaites officiellement dénombrées. Quant au nombre réel des travailleurs en quête d'un emploi il s'établit autour de 300.000, auquel il faut ajouter celui des jeunes gens qui n'ont pas encore réussi à trouver leur première embauche et que l'on fixe entre 30.000 et 40.000 en général.

Selon les estimations des services de la main-d'œuvre du ministère du Travail, la situation générale de l'emploi, qui accuse une augmentation sensible des demandeurs d'emploi, se traduit par une diminution des besoins en main-d'œuvre.

La Commission nationale de la main-d'œuvre, qui vient de se réunir, a constaté que dans certaines branches d'activité professionnelle, qui n'avaient cessé, ces dernières années, de faire appel à des contingents de travailleurs étrangers, les besoins en main-d'œuvre sont devenus quasi inexistantes. Il en est plus particulièrement ainsi pour les Houillères, les mines de fer, les industries mécaniques et électriques et les chantiers de travaux publics.

Devant ces chiffres qui démontrent le marasme économique où se débat le système capitaliste, plus enclin à donner des aumônes aux chômeurs, car en butte à ses contradictions, il ne peut réorganiser son économie, c'est-à-dire transformer l'économie de guerre en économie de paix.

Est-ce pour cette raison que Paul Reynaud réclame à tue-tête des réformes de structure, seules capables de relever l'état désastreux du pays. Nous savons ce que sont ces véritables réformes de structure. Elles n'ont point comme but le relèvement de ce pays, mais le sauvetage du capitalisme, car elles ne visent que particulièrement la classe ouvrière, c'est-à-dire : le recul de l'âge de la retraite, la suppression pure et simple des grèves et la surproduction. Bien loin d'atténuer ou de faire disparaître le chômage, ce serait, au contraire, une aggravation de celui-ci, avec une demande d'emplois alors plus conséquente qui entraînerait inévitablement à brève échéance une baisse substantielle des salaires.

Les travailleurs doivent de plus en plus être en éveil contre ce qui se trame, car ils en seraient les premières victimes. Foin de l'intérêt général, trop souvent mis en avant par ceux qui n'entendent avant tout que leurs intérêts particuliers.

Que la classe ouvrière ne se laisse pas bernier ! Qu'elle fasse fi des compliments trop élogieux que lui témoignent ceux qui ont tout avantage à l'encenser. Qu'elle n'oublie pas présentement que le capitalisme vacille et que ce dernier entend subsister coûte que coûte sur la misère des travailleurs. Intérêt général, relèvement de la France, c'est à ranger dans les musées.

Que la classe ouvrière retrouve le vrai chemin de son unité en dehors de tous ses chefs politiques, de tous ses mauvais bergers. Son unité sera le coup d'hôtel mortel au capitalisme et à l'Etat. Elle ouvrira la voie à sa Révolution, la Révolution sociale.

René GERARD.

REDACTION-ADMINISTRATION

LUSTRE René - 145, Quai de Valmy

PARIS (10^e)

O.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES

1 AN : 1.000 Fr. - 6 MOIS : 500 Frs

AUTRES PAYS

1 AN : 1.250 Fr. - 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre

30 francs et la dernière bande